



Les entreprises dorment sur une **montagne de liquidités** Page B 3



Grèce: un virulent critique de l'austérité aux Finances Page B 7

ÉCONOMIE

CAHIER B • LE DEVOIR, LE MERCREDI 28 JANVIER 2015



BEN STANSALL AGENCE FRANCE-PRESSE

Les gouvernements mettent en place de nouvelles règles pour tenter d'éviter la répétition de la crise financière de 2008. Mais si, malgré cela, une nouvelle crise éclatait, les mesures adoptées ne seraient d'aucune utilité, explique la politologue Cornelia Woll.

LES LEÇONS DE LA CRISE FINANCIÈRE

Aide-toi et l'État t'aidera. Au besoin.

Les banquiers devraient se soutenir entre eux plutôt que de compter sur leur éventuel sauvetage par les gouvernements, plaide Cornelia Woll

ÉRIC DESROSIERS

Les gouvernements doivent aider les banques à se parler et à agir de concert s'ils veulent que la prochaine crise financière leur coûte moins cher et fasse moins mal.

Le titre du dernier ouvrage de la politologue Cornelia Woll résume parfaitement la principale conclusion de sa recherche sur les différents plans de sauvetage des banques par les gouvernements lors de la dernière crise financière: *Power of Inaction*. En substance, elle y constate que moins les banques en difficulté avaient la capacité de prendre collectivement en charge leurs propres problèmes — ou plus elles ont été capables de convaincre les gouvernements de leur impuissance d'agir — et plus les secours déployés par les pouvoirs publics ont coûté cher et ont été inefficaces.

«*En finance, il est très difficile pour l'État d'avoir une connaissance fine de tous les secteurs, particulièrement lorsqu'une crise bat son plein. Si un gouvernement est obligé de secourir les banques une à une, elles pourront lui faire croire n'importe quoi*», a expliqué jeudi au *Devoir* l'experte en matière de génèse, de fonctionnement, de coût financier et de résultat final. Elle a

Les fleurs au Danemark, le pot à l'Irlande

Professeure et chercheuse à l'Institut d'études politiques de Paris (Sciences Po), Cornelia Woll a comparé les plans d'aide d'une demi-douzaine de pays en matière de genèse, de fonctionnement, de coût financier et de résultat final. Elle a



INSTITUT D'ÉTUDES POLITIQUES DE PARIS
Cornelia Woll: «Si un gouvernement est obligé de secourir les banques une à une, elles pourront lui faire croire n'importe quoi.»

constaté, entre autres, que celui qui avait coûté le plus cher, trois ans après la crise, en proportion de la taille de l'économie, était celui de l'Irlande (22% du produit intérieur brut), suivi de loin par ceux du Royaume-Uni (1% du PIB) et de l'Allemagne (0,7%). Venaient ensuite les États-Unis (coût nul une fois pris en compte les profits réalisés avec la vente des actifs toxiques), la France (petit profit de 0,1% du PIB) et le Danemark (profit de 0,7%).

En Irlande, les banques ont essentiellement chacune demandé et obtenu ce qu'elles voulaient, ce qui a coûté atrocement cher à l'État et n'a pas empêché des

faillites. Au Royaume-Uni, le gouvernement a imposé unilatéralement sa solution, assumant seul l'essentiel des coûts du sauvetage en plus d'être obligé de nationaliser des banques. Pourtant habitué à la concertation, le gouvernement allemand n'est pas parvenu à faire travailler ensemble l'immense Deutsche Bank et la myriade de petites banques qui l'entouraient, contrairement au Danemark qui a une longue tradition de dialogue État-industries et qui a pu se contenter d'être un appui au plan financé et coordonné par l'association regroupant les banques du pays. Issus des mêmes groupes sociaux, des mêmes quartiers et des mêmes écoles, les banquiers et les élus français sont aussi parvenus à une approche concertée.

Aux États-Unis, les efforts visant à forcer l'industrie à se prendre elle-même en main ont échoué, obligeant l'État à ouvrir largement son portefeuille, observe Cornelia Woll. Le secteur a toutefois rebondi très vite. «*En matière de coûts pour l'État, on pourrait parler d'un certain succès, mais on peut douter que la leçon ait été apprise par les banques, ce qui n'est pas rassurant pour la suite des choses.*»

Forcer les banques à travailler ensemble

La capacité des acteurs financiers à se sauver eux-mêmes en période de crise ne permet pas seulement de réduire l'effort financier des gouvernements. Elle favorise aussi des qualités essentielles dans de pareilles situations d'urgence, soit la force d'adaptation, d'innovation et de coordination. Elle est aussi utile entre les crises pour garder la réglementation adéquate.

Lorsqu'une crise éclate, il est trop tard pour essayer d'insuffler une logique d'action collective dans une industrie qui ne l'a pas déjà. Les États-Unis ont déjà eu de puissantes associations sectorielles avant

VOIR PAGE B 2 : CRISE

CHRIS RAGAN AU DEVOIR

L'écofiscalité fait son chemin dans les mentalités

FRANÇOIS DESJARDINS

Deux mois et demi après la création de la Commission de l'écofiscalité du Canada, qui unit des gens de plusieurs milieux pour stimuler le débat public, son président croit que le sujet «*touche une corde sensible*» chez les gens et estime que «*la dynamique est en train de changer*».

La création de cette organisation, survenue dans la foulée d'un effort de sensibilisation de la Banque mondiale sur la tarification du carbone, a eu lieu au bon moment, mais l'ampleur des réactions positives à la création de la Commission étonne encore son président, Chris Ragan, professeur au Département d'économie de l'Université McGill.

«*Les gens, qu'il s'agisse de travailleurs, de professeurs universitaires ou de fonctionnaires, comprennent qu'il y a des défis à la fois environnementaux et économiques*», a affirmé mardi M. Ragan lors d'un entretien dans son bureau du campus de l'université. «*Et depuis longtemps, ils se font dire que vous ne pouvez pas attaquer un de ces défis sans abandonner l'autre. Vous pouvez avoir les deux, à condition de réfléchir aux politiques. [...] Ça m'a vraiment ouvert les yeux. Je ne pensais pas que ça serait si gros. [...] Ça touche une corde sensible chez les gens, une corde que je ne croyais pas si sensible.*»

La Commission, qui réunit des économistes, des environnementalistes, d'anciens premiers ministres et des gens d'affaires, a organisé mardi à Montréal une table ronde portant sur l'écofiscalité pour les villes. S'y trouvaient notamment l'ex-premier ministre Jean Charest, le maire de Gatineau, Maxime Pedneaud-Jobin, de même que des gens du Conseil du patronat du Québec et du groupe de recherche CIRANO.

Signal de prix

L'écofiscalité est définie comme une façon de donner un signal de prix pour favoriser un effet économique voulu avec une contrepartie écologique. Par exemple, il peut s'agir de réduire ou d'éliminer des comportements indésirables: pollution de l'air, contamination des sols, etc.

VOIR PAGE B 2 : ÉCOFISCALITÉ

JUNEX

Une première extraction horizontale de pétrole en Gaspésie

ALEXANDRE SHIELDS

Pour la première fois dans l'histoire du Québec, une entreprise pétrolière a réussi à extraire du pétrole du sous-sol grâce à un forage horizontal, mené en Gaspésie. Junex pourrait forer trois autres de ces puits au cours des prochains mois et Pétrolia utilise la même technique dans cette région. Mais, pour le moment, on ignore toujours les impacts environnementaux de ces travaux.

Junex a annoncé mardi qu'elle a extrait un total de 2017 barils de pétrole léger en 14 jours de son puits Galt 4, dans le cadre d'essais de production sur ce nouveau forage mené à 15 kilomètres à l'ouest de Gaspé. La pétrolière est notamment parvenue à maintenir une moyenne quotidienne de 161 barils par jour pendant six jours, dans le cadre de cette première production pétrolière réalisée au Québec à partir d'un puits horizontal.

«*Au meilleur de notre connaissance, ce débit de production de 161 barils de pétrole par jour est le meilleur débit de production de pétrole atteint jusqu'à présent au Québec et, selon nos calculs, il s'agit d'un débit de production de pétrole commercial même aux prix actuels du pétrole*», a fait valoir Peter Dorrins, président et chef de la

VOIR PAGE B 2 : PÉTROLE

ÉCONOMIE

Learjet 85: Héroux-Devtek devra inscrire une charge

Longueuil — Le fabricant de pièces pour l'industrie aéronautique Héroux-Devtek devra inscrire une charge de 5,8 millions à ses résultats du troisième trimestre en raison de la décision de Bombardier de suspendre ses travaux sur son nouveau modèle de Learjet. La société de Longueuil a indiqué que ses résultats pour le trimestre clos le 31 décembre comprendraient une charge équivalant à environ 16¢ par action. Celle-ci représente la perte de valeur des coûts immobilisés pour le développement du train d'atterrissage du Learjet 85. Bombardier a annoncé le 15 janvier avoir interrompu le développement du Learjet 85 en raison du faible intérêt manifesté par ses clients.

La Presse canadienne

Cliffs place sa mine du lac Bloom sous la protection des tribunaux

GÉRARD BÉRUBÉ

Faute d'acheteurs pour sa mine du lac Bloom, Cliffs Natural Resources a recouru à la Loi sur les arrangements avec les créanciers des compagnies. Les activités québécoises de la minière entament leur restructuration sous la protection des tribunaux.

Cliffs avait confirmé la fermeture de sa mine du lac Bloom le 24 novembre dernier. L'entreprise de Cleveland évoquait alors une fermeture définitive, plaçant la survie de la mine de Fermont entre les mains d'acheteurs potentiels. Investissement Québec s'activait depuis afin de dénicher un

partenaire de relance de la mine où travaillent près de 500 personnes.

Recherche infructueuse

« Pendant plusieurs mois, nous avons recherché des investisseurs et exploré les options de vente pour Lac Bloom, incluant un travail en collaboration avec Investissement Québec », a souligné dans un communiqué Lourenço Gonçalves président du conseil, président et chef de la direction de Cliffs Natural Resources. « Nous appuyons la décision prise par les dirigeants du Groupe Lac Bloom d'entamer un processus de restructuration sous la supervision de la cour »

Il est ajouté que le Groupe ne génère plus de revenu et n'est plus en mesure de faire face à ses obligations.

FTI Consulting Canada a été nommé contrôleur.

En appui à sa décision de fermer, Cliffs avait évoqué la dégringolade des prix du minerai de fer, soulignant qu'un prix de la tonne se transigeant autour de 70\$US est à l'origine de ce choix. Aussi, d'après la société minière, le développement de la deuxième phase à la mine du lac Bloom, nécessaire à sa survie, aurait demandé des investissements de 1,2 milliard.

Le Devoir

TORONTO

Porter vend l'aérogare de passagers de Billy Bishop

Toronto — Porter Aviation Holdings a annoncé mardi avoir signé une entente pour vendre l'aérogare de passagers de l'aéroport Billy Bishop de Toronto à Nieuport Aviation Infrastructure Partners GP, un consortium d'investisseurs en infrastructures.

Les détails financiers de l'accord n'ont pas été dévoilés. Nieuport Aviation regroupe InstarAGF Asset Management, Kilmer Van Nostrand, Partners Group et des investisseurs institutionnels conseillés par J.P. Morgan Asset Management.

Billy Bishop est le principal lieu d'exploitation du transporteur Porter Airlines. La société a conçu et construit l'aérogare

qu'elle exploite depuis 2005. Le président et chef de la direction de Porter, Robert Deluce, affirme que la transaction permettra à son entreprise de renforcer ses activités de base et l'aidera à se positionner en vue de sa croissance.

Porter tente de faire croître ses activités à Billy Bishop par l'entremise d'un plan controversé qui prévoit d'accueillir des avions à biréacteurs à l'aéroport, situé dans le centre-ville de Toronto. Pour être exécuté, ce plan nécessiterait cependant que les pistes de l'aéroport soient prolongées des deux côtés.

La Presse canadienne

MARCHÉS BOURSILIERS



Table with columns: Titre, Symbole, Fermeture, Variation (\$), Variation (%), Volume (000)

LES INSDICES DE LA BOURSE DE TORONTO

Table listing various market indices like S&P TSX, TX20, TX60, etc., with their values and changes.

TSX CROISSANCE

Table showing TSX Venture index performance.

ENTREPRISES DE CONSOMMATION DISCRÉTIONNAIRE

Table listing various consumer discretionary companies like Alim. Couche-Tard, Canadian Tire, etc.

ÉNERGIE

Table listing energy companies like Cameco, Canadian Natural, etc.

FINANCIÈRES

Table listing financial companies like B. de Montréal, B. Laurentienne, etc.

INDUSTRIELLES

Table listing industrial companies like Air Canada, Bombardier, etc.

ENTREPRISES DE MATÉRIAUX

Table listing materials companies like Agrium, Barrick Gold, etc.

SERVICES PUBLICS

Table listing public services companies like Fortis, TransAlta.

TECHNOLOGIE

Table listing technology companies like BlackBerry, CGI.

TÉLÉCOMMUNICATIONS

Table listing telecommunications companies like BCE, Bell Aliant.

FONDS NÉGOCIÉS EN BOURSE

Table listing various exchange-traded funds.

LES PLUS ACTIFS DE LA BOURSE DE TORONTO

Table listing the most active stocks on the Toronto stock exchange.

LES GAGNANTS EN %

Table listing the top percentage gainers in the market.

LES PERDANTS EN %

Table listing the top percentage losers in the market.

LES GAGNANTS EN \$

Table listing the top dollar gainers in the market.

LES PERDANTS EN \$

Table listing the top dollar losers in the market.

Consultez toutes les cotes boursières sur www.decisionplus.com

Table titled INDICES QUÉBÉCOIS showing market indices for Quebec.

ÉCOFISCALITÉ

SUITE DE LA PAGE B 1

La Commission compte publier cette année trois rapports, mais Ragan n'a pas voulu s'avancer dans les détails.

Les derniers mois ont été chargés. En septembre 2014, par exemple, la Banque mondiale a affirmé que 73 pays étaient désormais sous une tarification du carbone, tout comme des centaines d'entreprises. Certains brillaient par leur absence (États-Unis, Canada, Inde), mais d'autres étaient présents: la Chine, les gouvernements du Québec, de l'Alberta et de la Colombie-Britannique, l'Union européenne, etc. Parmi les sociétés figuraient IKEA, Royal Dutch Shell, Rio Tinto, et il y avait aussi des groupes environnementaux, comme le Sierra Club et WWF International.

Le gouvernement du Québec, de son côté, fait partie des États qui ont déjà implanté des mécanismes de tarification du carbone. Alors que la Colombie-Britannique a créé une taxe carbone, dont la contrepartie est une diminution de certaines autres taxes, le Québec a mis en place un système de plafonnement et

d'échange de droits d'émission. Son marché est maintenant lié à celui de la Californie. Le gouvernement veut, d'ici 2020, diminuer ses émissions de gaz à effet de serre de 20% par rapport au niveau de 1990.

« L'écofiscalité est un outil extrêmement performant pour internaliser les impacts environnementaux de nos activités », a dit lors de l'événement de mardi Steven Guilbeault, directeur principal d'Equiterre et membre du comité directeur de SWITCH, un group qui réunit des entreprises et des environnementalistes.

« Aucun gouvernement au Québec n'a, à ce jour, mené une réflexion d'envergure sur cette question, a ajouté M. Guilbeault. Il y a déjà des mesures écofiscales dans certains domaines, comme pour le traitement des matières résiduelles, la consommation d'hydrocarbures ou les émissions de gaz à effet de serre. Mais nous n'avons collectivement jamais procédé à un inventaire afin d'assurer une approche fiscale cohérente. »

Le Devoir

PÉTROLE

SUITE DE LA PAGE B 1

direction de Junex. M. Dorrins, un ancien chef exploration chez Hydro-Québec Pétrole et gaz, a précisé que le puits pourrait aussi produire des débits plus élevés lors de tests à venir.

Pour parvenir à ces résultats, l'entreprise a utilisé un puits foré en 2012 à plus de 2000 mètres de profondeur. Mais, cette fois, le forage a été dévié à l'horizontale, en direction d'un autre puits foré en 2003. Réalisé à l'époque en partenariat avec la filiale Hydro-Québec Pétrole et gaz, ce dernier avait permis de détecter la présence de pétrole et de gaz naturel.

Pour Junex, il est clair que cette portion du sous-sol gaspésien peut renfermer un potentiel intéressant. Selon une évaluation de la firme texane Netherland, Sewell and Associates, le secteur pourrait contenir 330 millions de barils d'or noir. Environ 15% de la ressource pourrait être extraite, a déjà expliqué au Devoir M. Dorrins. Cela représente un potentiel de « 31 millions de barils » pour Junex, qui détient un intérêt de 70% dans le projet Galt.

L'entreprise, dont Investissement Québec est le troisième actionnaire, a déjà foré six puits dans la région. Elle contrôle d'ailleurs plus de 6700 km² de permis d'exploration sur le territoire de la Gaspésie. Toute la péninsule est en fait tapissée de permis d'exploration, contrôlés essentiellement par Junex ou Pétrolia. Les deux entreprises ont déjà pompé du pétrole dans la région, ce qui n'est pas le cas dans l'île d'Anticosti.

Selon les travaux menés jusqu'à présent, il semble que ce soit la pointe de la péninsule qui présente le potentiel pétrolier le plus prometteur. La région a d'ailleurs été ciblée à plusieurs reprises par des travaux d'exploration au cours des dernières décennies. Les premiers essais remontent aux années 1940.

Quelques milliers de barils d'or noir ont même déjà été pompés par Junex dans le cadre de ses recherches dans la région. Celles-ci se concentrent désormais sur la zone nommée

Galt, d'une superficie de 67 km². Selon ce qu'a précisé mardi Junex, la pétrolière doit maintenant réaliser au cours des prochaines semaines différentes mesures d'indicateurs de pression dans son puits Galt 4. Trois autres forages horizontaux pourraient suivre, si tout se déroule comme le souhaite Junex.

Les résultats encourageants pour les actionnaires dévoilés mardi ne sont pas les premiers annoncés en ce début d'année 2015. En janvier, Pétrolia a dit avoir terminé le controversé forage Haldimand 4, situé près du centre-ville de Gaspé et à environ 350 mètres d'un secteur résidentiel. Ce forage horizontal a atteint plus de 600 mètres de profondeur et parcouru une distance de plus de deux kilomètres, afin de croiser des zones forées au cours des dernières années. L'un de ces puits, Haldimand 1, a déjà produit plus de 5000 barils de pétrole brut.

Selon une évaluation préliminaire menée par une firme indépendante, le sous-sol du secteur contrôlé par Pétrolia pourrait permettre d'extraire un total de 7,7 millions de barils de brut. Cela équivaut à 23 jours de consommation de pétrole pour le Québec. Selon ce qu'a précisé Pétrolia au Devoir mardi, des tests d'évaluation doivent être menés au cours des « prochains jours ». Par la suite, la pétrolière devrait demander un permis à Québec afin de mener des tests de production.

Pendant ce temps, le gouvernement du Québec n'a toujours pas terminé l'évaluation environnementale stratégique de la filière pétrolière. On ne sait donc toujours pas quels peuvent être les risques et les impacts de cette industrie en Gaspésie, notamment en ce qui a trait aux forages horizontaux. Selon Greenpeace, le Bureau d'audiences publiques sur l'environnement aurait dû mener cette évaluation, qui est actuellement dirigée par deux sous-ministres du gouvernement Couillard.

Le Devoir

CRISE

SUITE DE LA PAGE B 1

qu'elles ne s'effacent petit à petit devant la montée d'une approche individualiste centrée sur le lobbying auprès de l'État des p.-d.g. de chaque compagnie. Le Danemark s'est déjà fait reprocher, par les autorités européennes, d'avoir une association du secteur bancaire forte, parce qu'on y voyait une forme de cartel.

Les gouvernements peuvent encourager la mise sur pied de pareilles associations sectorielles en disant souhaiter entendre leur opinion à condition que celle-ci soit exprimée de façon collective. Ce dialogue doit être encadré et transparent afin d'éviter l'apparence de lobbying.

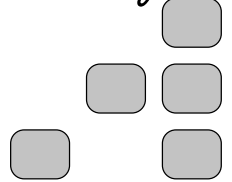
La résolution des pouvoirs publics doit toutefois être forte parce qu'il n'y a pas de soif pour ce genre d'organisation de la part des entreprises, dit la politologue. « Une association, c'est dur. Ça commande des compromis. Quand on

peut l'éviter tout en pouvant compter sur l'aide de l'ensemble des contribuables en cas de besoin, c'est beaucoup mieux. On gagne sur tous les plans. C'est pour cela que l'inaction, du point de vue des entreprises, est un exercice de pouvoir et que je dis qu'au contraire leur action collective est un bien public. »

Or les réformes mises en branle dans le secteur financier depuis la faillite de Lehman Brothers suivent un tout autre objectif, observe Cornelia Woll. Elles visent à réduire des facteurs risquant de fragiliser les banques, comme leur niveau de capitalisation ou leur recours à des produits financiers exotiques. « C'est essentiel pour diminuer le danger, mais ce ne sera d'aucune utilité si une crise éclate malgré tout. »

Le Devoir

Émission gratuite en direct sur



decisionplus.com

La Bourse en direct